



# Tunisie/FMI : L'exemple grec raconté par Radhi Meddeb

1 février 2021

Par : Amel BelHadj Ali



**Pour Radhi Meddeb, la Tunisie devrait s'inspirer de l'exemple grec et engager rapidement les réformes pour ne pas tomber dans les extrêmes.**

« Voyez le cas de la Grèce. La Grèce est un pays où presque toute la classe politique avait refusé, à un certain moment, le diktat du Fonds monétaire international et du quartet européen. Et devinez quel gouvernement a mis en œuvre les mesures préconisées par le FMI ?

Un gouvernement d'extrême gauche, élu sur la base d'un programme simple : le rejet de l'austérité ! Ceci veut dire qu'on a beau être des idéologues, développer le discours qui plaît le plus quand on n'est pas aux postes de hautes responsabilités.

Quand on a la responsabilité d'un Etat et d'un peuple, qu'on est aux commandes d'un pays pour conduire un peuple et qu'on est tenu d'assurer la stabilité d'un pays et le mieux-être de ses populations, on est alors obligé d'assumer et de prendre les décisions qui s'imposent, fussent-elles désagréables et pénibles.

En Grèce, le gouvernement d'extrême gauche a mis en œuvre les réformes et les exigences du FMI et du reste de la communauté financière internationale, ce qu'aucun autre gouvernement de droite n'aurait eu le courage de faire.

Il a taillé dans les salaires et les retraites. Alors que la Grèce est un pays européen, membre de la zone Euro, les gens qui avaient de l'argent sur leurs

comptes ne pouvaient pas tirer plus de 50 euros par semaine. Les retraites de la fonction publique ont été érodées, ramenées dans certains cas à 80 euros par mois. Nous parlons là de niveaux dramatiques !

J'avais un ami, Panagiotis Roumeliotis, ministre des Finances, sous le gouvernement socialiste grec, qui me disait : « au début de la crise, nous avions un endettement extérieur qui représentait 170% du PIB, 5 ans après la crise et en serrant la ceinture de deux crans tous les ans, nous étions passés à 250% du PIB et pourquoi ? Parce que plus nous étions dans la crise et que nous procédions aux réformes et plus nous nous serrions la ceinture, plus nous étions considérés par la communauté financière internationale, comme un pays de Junk bonds, c'est à dire d'obligations pourries. Du coup, les taux d'intérêt augmentaient de manière monumentale, et nous avions beau rembourser et nous serrer la ceinture, nous n'arrivions pas à nous en sortir et nous nous enfoncions encore plus ».

Est-ce vers cela que l'on voudrait amener la Tunisie ? Le communiqué du FMI s'interroge sur la soutenabilité de la dette tunisienne. Il la lie directement à l'adoption par les autorités d'un plan de réforme crédible et bien communiqué.

À bon entendeur, salut !

A méditer